

- Johnston (J.) et Dinardo (J.) (1997). *Econometric methods*, MacGraw-Hill International.
- Téboul (A.) (1979). *Le programme algérien de développement*, ZENITH, Alger.
- Kaldor (N.) et Mirrlees (J.) (1968). *Technical progress, Review of Economic Studies*, 35 (1968), 255-266.
- Thiery (S.P.) (1982). *La crise du système productif algérien*, IREP, Université de Sciences Sociales de Grenoble, France, Informations Internationales, Octobre.
- Labidi (M.) (1988). *Manuel de Comptabilité Nationale*, OPU, Alger.
- Malgrange (P.) (1996). *Vers une modélisation macro économique nationale*, *Economie et Prévision*, N°123.
- Mairesse (J.), Sagkio (A.) (1971). *Estimation d'une fonction de production pour l'industrie française*, *Annales de l'INSEE*, N°6, janvier - Avril.
- Mairesse (J.) (1972). *L'évolution du capital fixe productif*, *Collection de l'INSEE, Série C*, 18-19, Novembre.
- Mairesse (J.) (1977). *Deux essais d'estimation du taux moyen de progrès technique incorporé au capital*, *Annales de l'INSEE*, N°28.
- Ministère de l'Economie (1993). *Note de calcul du capital fixe productif avec Excel*, Direction de la Prévision, Sous-direction C, Bureau de l'Industrie, Paris, Juillet.
- Ministère de l'Information et de la Culture (1974). *Dossier documentaire*, N°16, Alger.
- Nations Unies (1979). *Etudes statistiques*, New York.
- Neelb (H.) *Mesure du stock de capital et de son évolution dans l'industrie publique algérienne*, Mémoire de Magister, Université d'Alger.
- Robinson (J.) (1965). *The accumulation of capital*, 2ème édition, Macmillan, LONDON.
- Tanguy et Debiolley (1994). *Proportions et intensités des facteurs : analyse sectorielle et intersectorielle*, CNRS N°552, Paris.

Les déterminants de l'offre de travail en Algérie : une analyse par la décomposition des variations de la population active

A. Zakane &
F.Nemiri-Yaici*

Dans la théorie économique, le marché du travail est articulé aux autres marchés, notamment à celui des biens et services et l'équilibre global n'est réalisé que si tous les marchés se trouvent simultanément équilibrés. Cet équilibre est atteint sous l'hypothèse du *plein emploi* des facteurs de production (capital et travail). Ces analyses économiques pures du marché du travail semblent toutefois insuffisantes pour expliquer le comportement de l'offre et de la demande de travail sur le marché. En effet, ni les modèles économiques, ni les modèles démo-économiques, ni même la sociologie du travail n'analysent complètement les déterminants du marché du travail.

L'analyse de l'offre de travail dans les modèles démo-économiques est souvent liée aux évolutions démographiques. Ce concept *d'offre de travail* est souvent appréhendé tant quantitativement que qualitativement, à travers l'agrégat de la population active.

Pour ce faire, nous nous inspirons des travaux de O. Marchand et C. Thélot, repris par D. Millot et E. Triby¹ pour décomposer les variations de l'évolution de la population active algérienne en deux composantes : la première va déterminer la part de l'évolution de la population active algérienne due à l'évolution démographique, la seconde, l'incidence due aux taux d'activité. C'est à travers cette dernière composante que nous pourrions isoler l'effet dû aux changements dans les comportements d'activité. En effet, si l'on néglige les flux migratoires qui contribuent également à la détermination de l'offre de travail, cette dernière sera déterminée par le rythme de l'accroissement démographique

* Maître de Conférences à l'INPS de Ben Aknoun & Maître Assistante à l'Université de Béjaïa.

¹ D. Millot et E. Triby, 1996, *Population et travail*, Ellipses, Paris.

(incidence de l'évolution démographique) ainsi que par d'autres facteurs institutionnels, tels que la durée de la scolarité, l'âge de la retraite et les ajustements de la formation professionnelle (incidence des taux d'activité)².

Cette réflexion est scindée en deux sections. Dans la première section, nous décomposerons les variations de la population active algérienne et dans la seconde, nous mènerons l'analyse en termes de relation formation-emploi, sachant que les ajustements de la formation professionnelle constituent un autre facteur de variation des effectifs de la population active.

I. Décomposition des variations de la population active algérienne.

Dans cette section, nous présentons d'abord, la méthode de décomposition des variations de la population active, ensuite, son application à la population active algérienne.

1. Présentation de la méthode.

Définissons d'abord les notions d'incidence démographique et d'incidence des taux d'activité.

² Dans le cadre de ce travail, on suppose que les flux migratoires sont nuls, du fait que les données utilisées proviennent de l'Office National des Statistiques. Les estimations de la population algérienne résidente se basent essentiellement sur l'accroissement déduit des naissances vivantes et des décès. Bien que le solde migratoire contribue également à évaluer cette population, l'ONS considère le solde migratoire comme nul compte tenu de la difficulté à cerner ce phénomène démographique. L'estimation de la population active, de la population occupée et de la population en chômage se base sur les enquêtes de main d'œuvre relatives aux ménages et aux entreprises, mais les flux migratoires ne sont pas pris en compte.

1.1. Définition de l'incidence démographique

L'incidence du mouvement démographique est la variation de la population active qu'on aurait observée, si les taux d'activité étaient restés constants. Théoriquement, ce flux mesure le mouvement naturel de la population ainsi que le solde migratoire.

Dans le cadre de ce travail, la population totale est supposée *fermée* et le solde migratoire est, par conséquent, *nul*.

1.2. Définition de l'incidence des taux d'activité

L'incidence de la variation des taux d'activité est la variation de la population active qu'on aurait observée, si la population était restée la même et si seuls les taux d'activité avaient changé.

Dans le premier cas, en écartant l'incidence due aux taux d'activité (ou en les supposant constants dans le temps), c'est l'effet de la démographie qui est mis en évidence.

Dans le second cas, au contraire, c'est l'incidence des comportements d'activité qui est mise en évidence en supposant que la population ne change pas de taille, ni de structure dans le temps.

Théoriquement, l'accroissement de la population active entre deux dates s'explique par deux flux : l'un lié à l'évolution démographique et l'autre, à l'évolution des taux d'activité. Ces deux flux peuvent être complémentaires et de même signe. Dans ce cas, leur somme définit la variation totale de la population active. Mais ces flux peuvent être aussi contradictoires et de signes opposés. Dans ce cas, c'est leur somme algébrique qui correspond à la variation totale de la population active.

2. Application de la méthode de la décomposition des variations à la population active algérienne.

Le tableau n°1 ci-après présente, dans le cas de l'Algérie, les différents paramètres ci-dessus soulignés.

En lignes, il retrace les variations annuelles moyennes de la population active et en colonnes, la décomposition des facteurs de ces variations.

L'application de cette méthode aux données utilisées dans le cadre de ce travail donne un *écart* entre la variation totale de la population active et la somme des deux variations (dues respectivement à l'évolution démographique et aux taux d'activité).

C'est pourquoi, nous avons adopté une *clé de répartition* de l'écart observé entre les deux types de variations, afin d'obtenir la variation totale observée. Cette clé est représentée par des *coefficients de pondération* indiquant le poids de chacune des deux variations par rapport à la variation totale de la population active.

La dernière colonne du tableau 1 se base sur les projections du Bureau International du Travail de la population totale et de la population active pour montrer, à titre exploratoire, les éléments de la variation de la population active pour la période 2002 - 2010.

Tableau 1. Décomposition des variations de la population active (variations annuelles moyennes en milliers)

	1966-1977	1977-1987	1987-1997	1997-2002	2002-2010
Variation de la population active	100.80	233.50	271.40	102.20	391.50
Incidence de l'évolution démographique	92.91	110.43	172.89	86.56	179.57
Incidence de la variation des taux d'activité	7.89	123.07	98.51	15.64	211.93

Tableau 2. Décomposition des variations de la population active (variations annuelles moyennes en pourcentage)

	1966-1977	1977-1987	1987-1997	1997-2002	2002-2010
Variation de la population active	100	100	100	100	100
Incidence de l'évolution démographique	92	47	63	84	45
Incidence de la variation des taux d'activité	8	53	37	16	55

2.1. La période 1966 - 1977

Pour la période 1966 - 1977, la variation de la population active annuelle moyenne est de 100 800 personnes. Ce flux est lui même le résultat de deux facteurs complémentaires. C'est sans aucun doute l'incidence de l'évolution démographique qui explique pour une large part la variation totale de la population active algérienne entre 1966 et 1977.

Le flux démographique calculé ici, toutes choses égales par ailleurs, c'est-à-dire aux taux d'activité constants sur la même période, montre qu'il a augmenté la population active de 92 910 personnes en moyenne par an. Mais, les taux d'activité ne sont pas restés inchangés. Cependant, l'incidence due aux variations des taux d'activité n'est pas aussi prononcée que l'incidence due à la démographie.

Ainsi, si la population était restée inchangée et si seuls les taux d'activité avaient varié, l'accroissement de la population active ne dépasserait pas 7 890 personnes en moyenne par an.

Au total, on voit que de 1966 à 1977, l'accroissement annuel moyen de la population active (100 800 personnes) est la somme de la variation annuelle moyenne due à l'évolution démographique, soit 92 910 personnes et de la variation annuelle moyenne due à l'évolution des taux d'activité, soit 7 890 personnes.

En termes relatifs, la variation annuelle moyenne de la population active algérienne entre 1966 et 1977 est expliquée à 92 % par l'incidence de l'évolution démographique. Cela tient principalement à la forte croissance démographique de la population algérienne durant les décennies antérieures. Les comportements d'activité jouent un faible rôle dans la variation totale, soit 8 % seulement.

En examinant l'évolution de la population algérienne, nous constatons que c'est en 1950 qu'a commencé la croissance démographique de la population algérienne. Cette croissance a atteint 2,68 % par an à la veille de la guerre de libération et les premières années de l'indépendance ont été caractérisées par une croissance rapide de la population. C'est ainsi que le taux d'accroissement démographique a oscillé durant la période 1951-1962 autour de 2,5 %. Les générations nées au cours de cette période sont celles qui constituent l'ensemble de la population active potentielle au lendemain de l'indépendance, ce qui explique la prédominance de la composante démographique comme facteur

déterminant de la variation totale de la population active algérienne.

2.2. La période 1977-1987

De 1977 à 1987, la population active a augmenté en moyenne de 233 500 personnes par an. Ce flux est la somme des deux flux: le flux démographique qui est de 110 430 personnes en moyenne par an et le flux dû aux taux d'activité qui est de 123 070 personnes en moyenne par an.

Des changements dans les comportements d'activité sont intervenus et l'incidence due à l'évolution des taux d'activité durant cette décennie est plus importante que l'incidence de l'évolution démographique.

En termes relatifs, la part de l'incidence des taux d'activité dans la variation annuelle moyenne de la population active entre 1977 et 1987 est de 53 %, alors que l'incidence due à l'évolution démographique est de 47 %.

Ces données montrent qu'entre 1977 et 1987, la population active a augmenté d'environ 2 300 000 personnes, soit 230 000 personnes par an. Mais la population occupée a également augmenté de 1 800 000 personnes, ce qui revient à dire que durant cette période, la création de postes de travail a accompagné l'évolution de la population en âge de travailler avec un rythme de 180 000 postes créés par an.

Ainsi, même si la forte croissance démographique des premières années de l'indépendance s'est caractérisée par des générations de plus en plus nombreuses en âge de travailler les efforts accomplis en termes de création de postes de travail, notamment hors secteur agricole, ont pu compenser la pression sur le marché du travail.

Au total, au cours de cette période, à mesure que la composante démographique perd de son importance, les comportements d'activité prennent une place prépondérante dans

l'évolution de l'offre de travail mesurée ici par l'agrégat de la population active.

Mais, cette substitution n'est pas définitive, c'est ce qui ressort des calculs se rapportant à la période 1987-1997.

2.3. La période 1987-1997

De 1987 à 1997, la variation annuelle moyenne de la population active est 271 400 personnes. Cet accroissement annuel moyen est plus important que celui enregistré durant les deux décennies antérieures (100 800 personnes en moyenne par an de 1966 à 1977 et 233 500 personnes en moyenne par an de 1977 à 1987). Ce nouveau flux de 271 400 personnes se décompose en deux éléments : le flux démographique égal à 172 890 personnes en moyenne par an et le flux du aux variations des taux d'activité qui est de 98 510 personnes en moyenne par an.

Là encore, l'incidence de l'évolution démographique prédomine. Sa part dans la variation totale est de 63 %. En conséquence, l'incidence due à l'évolution des taux d'activité diminue. Elle ne représente plus que 37 % du total de la variation annuelle moyenne de la population active entre 1987 et 1997 alors qu'au cours de la décennie 1977-1987, cette part représentait 53 %.

C'est probablement la crise de 1986 dont la manifestation est la rareté de capitaux et le resserrement des marchés financiers internationaux, qui a engendré un ralentissement de la création d'emplois, alors que le poids de la démographie demeure pesant du fait de la croissance démographique des décennies antérieures.

En effet, les réformes économiques adoptées dans le cadre des programmes d'ajustement ont non seulement imposé une contraction de la demande sociale, mais surtout un ralentissement des investissements générateurs d'emplois et des ajustements des volumes de main-d'œuvre en relation avec leur activité et productivité.

2.4. La période 1997-2002

Entre 1997 et 2002, soit en cinq ans, la variation annuelle moyenne de la population active est de 102 200 personnes. Ces 102 200 personnes proviennent de deux flux complémentaires : le flux démographique qui contribue pour 86 560 personnes en moyenne par an, soit 84 % de la variation totale annuelle moyenne de la population active et le flux lié aux taux d'activité qui représente 15 640 personnes, soit 16 %.

L'explication de l'évolution de la population active algérienne n'est plus imputée exclusivement à l'évolution de la structure de la population algérienne. En effet, les réformes économiques qui ont affecté les secteurs productifs se sont soldées par des changements significatifs dans les comportements d'activité. A partir de 1997, le processus de destruction d'emplois s'est accentué, notamment dans les secteurs du BTP, de l'industrie et des services. Dans l'industrie notamment, des mesures ont consisté en une compression d'effectifs sous différentes formes : retraite anticipée, chômage technique, licenciements pour raison économiques, etc.

Dans le même temps, de nombreux dispositifs de soutien à l'emploi ont été mis en place pour atténuer les pressions persistantes sur le marché du travail. Il s'agit là de facteurs modifiant les comportements d'activité. Cependant, en raison de l'inefficacité de ces dispositifs, de nouveaux comportements d'activité sont apparus. Ces politiques, souvent « isolées », ont donné naissance à l'émergence d'un secteur de l'emploi informel et à l'extension d'activités informelles, notamment dans le secteur tertiaire. Ces comportements sont souvent analysés comme des stratégies « relais » ou « d'adaptation » mises en œuvre par les ménages pour faire face à la crise de l'emploi. Il s'agit, entre autres, du travail à domicile et de la pluri-activité.

2.5. La période 2002-2010 (projections)

Selon les projections établies par le BIT, la population globale serait de 35 635 000 personnes en 2010, alors que la population active atteindrait 11 700 000 personnes. En appliquant la méthode de décomposition des variations de la population active à ces données projetées, on obtient une variation annuelle moyenne

de la population active de 391 500 personnes. Les éléments de cette variation seraient attribués à raison de 45 % à l'incidence de l'évolution démographique et à raison 55 % à l'incidence des taux d'activité.

Il est donc attendu d'une part, que les flux démographiques, ici projetés à taux d'activité constants au niveau observé en 2002, donnent une augmentation de la population active de 179 570 personnes et d'autre part, que les variations des taux d'activité donnent une augmentation de la population active de 211 930 personnes.

En somme, à l'horizon 2010, la composante démographique va perdre de son impact sur la variation totale de la population active alors que les comportements d'activité y prendront une place prépondérante.

Les tableaux en annexes retracent la décomposition des variations annuelles moyennes en milliers de la population active selon les périodes.

Au total, l'évolution de la population active algérienne s'explique d'abord par les données démographiques dont la part dans la variation annuelle moyenne atteint 82 % entre 1966 et 1977. Par la suite, l'importance de cette composante diminue relativement durant les deux décennies suivantes (47 % entre 1977 et 1987 et 63 % entre 1987 et 1997). Néanmoins, cette substitution n'est pas irréversible. En effet, pour la période de 1997 à 2002, le poids de l'incidence due à l'évolution démographique devient dominant et contribue à raison de 84 % dans la décomposition de la variation annuelle moyenne de la population active. A l'horizon 2010, la composante démographique va perdre de son impact, elle représenterait 45 % de la variation annuelle moyenne.

A l'inverse, l'incidence due aux comportements d'activité représente 8 % entre 1966 et 1977 et 16 % entre 1997 et 2002. Mais, durant les vingt années précédentes, soit la décennie 1977-1987 et la décennie 1987-1997, le poids de cette composante a été significatif : 53 % et 37 % respectivement. A l'horizon 2010, les

comportements d'activité prendront une place prépondérante dans l'évolution de la population active, soit 55 % de la variation annuelle moyenne totale.

En réalité, les comportements d'activité sont fortement corrélés avec deux variables classiques que sont l'âge et le genre. Voyons donc l'évolution des taux d'activité par rapport à ces deux variables.

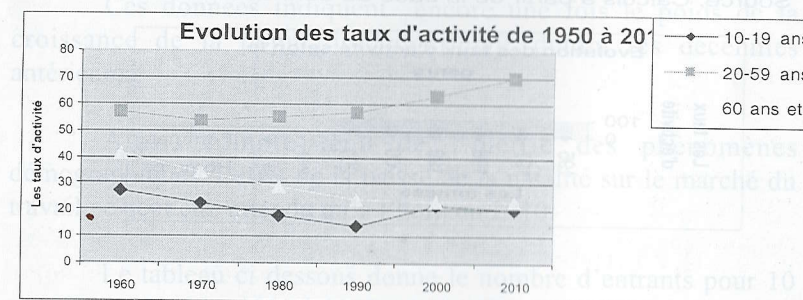
2.6. Evolution des taux d'activité selon l'âge

Les tableau et graphe suivants donnent le taux d'activité selon l'âge de 1960 à 2010.

Tableau 3. Taux d'activité selon l'âge en %

	1960	1970	1980	1990	2000	2010
10-19 ans	26,91	22,76	17,95	13,65	21,77	20,03
20-59 ans	56,87	53,55	54,86	56,69	63,23	70,11
60 ans et +	41,43	34,26	28,66	24,34	23,19	23,06

Source: Reconstitué à partir de la base de données LABORSTA, BIT.



Dans les catégories d'âges extrêmes, le taux d'activité diminue. Cela s'explique probablement par l'accroissement de l'espérance de vie, l'entrée tardive en activité et la sortie d'activité précoce.

Le taux d'activité des effectifs [20-59 ans] progresse lentement et ce n'est que vers 2010 que cette évolution deviendra significative, : 71,11 % contre 63,23 % en 2000.

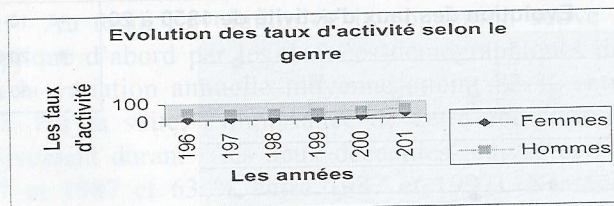
2.7. Evolution des taux d'activité selon le genre

Les tableau et graphe suivants retracent le taux d'activité selon le genre de 1960 à 2010.

Tableau 4. Taux d'activité selon le genre en %

	1960	1970	1980	1990	2000	2010
Femmes	10,41	10,18	11,05	12,04	19,29	29,52
Hommes	50,76	41,89	41,12	43,85	49,36	54,82

Source: Calculs à partir de la base de données LABORTA,BIT,20



Jusqu'en 1980, le taux d'activité des femmes ne dépassait pas 11 %. En 2000, il atteint 19,29 %, ce qui s'explique par l'arrivée des femmes sur le marché du travail et l'extension des définitions relatives au travail des femmes notamment par la prise en compte des catégories des femmes partiellement occupées et du travail à domicile.

Les projections à 2010 montrent l'irréversibilité de l'activité des femmes. Il reste à connaître si cette augmentation du

taux d'activité des femmes sera due à l'emploi salarié massif ou à d'autres formes d'emplois qui ont existé auparavant.

3. Les flux d'entrée en activité et de sortie

L'analyse de la dynamique de la population active est aussi intéressante en termes de flux d'entrée et de sortie d'activité.

On peut en effet, s'intéresser à deux groupes pouvant être concernés par l'entrée en activité (15 -24ans) et la sortie d'activité (55-64 ans). La comparaison des poids de ces deux sous-groupes donne une idée pertinente sur les pressions existantes sur le marché du travail.

En Algérie, le rapport de ces deux populations a constamment augmenté ; il passe de 38 en 1970 à 49 en 1980 et le pic est atteint en l'an 2000 avec 54 entrants pour 10 sortants. Ce n'est que vers 2010 que ce ratio diminuera pour tomber à 34 entrants contre 10 sortants³.

Ces données indiquent encore une fois le poids de la croissance de la population algérienne durant les décennies antérieures.

Ainsi, compte tenu de l'inertie des phénomènes démographiques, l'effet de la baisse de la natalité sur le marché du travail ne peut être attendu qu'à l'horizon 2010.

Le tableau ci dessous donne le nombre d'entrants pour 10 sortants en Algérie 1950 à 2010

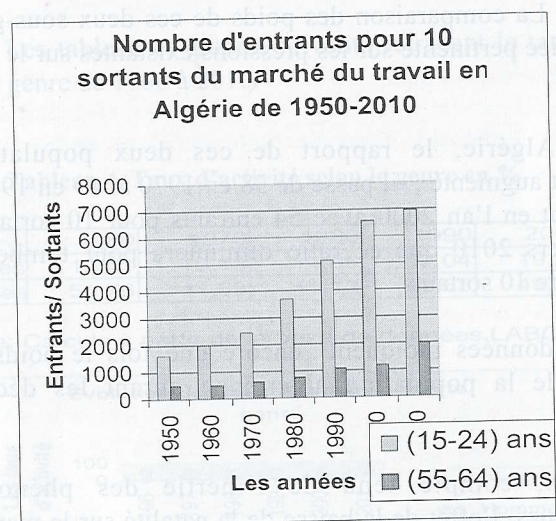
	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2010
Total	8 212 845	7 351 210	4 301 629				

³ A ce propos, A. Kouaouci et F. Sersour donnent pour le Maroc 41 entrants pour 10 sortants et pour la Tunisie 36 entrants pour 10 sortants. Pour le Canada, en 1991, ce ratio est de 15 entrants pour 10 sortants.

Tableau 5. Evolution du nombre d'entrants pour 10 sortants en Algérie de 1950 à 2010.

En milliers	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2010
15-24) ar	1632	1976	2416	3665	5108	6586	6933
55-64) ar	481	489	630	750	1082	1218	2014
5-24/55-64	34	40	38	49	47	54	34

i à partir de la base de données LABORSTA,BIT



II. La relation formation-emploi

Jusque là, nous avons axé l'analyse des facteurs d'évolution de la population active sur l'évolution démographique et la variation du taux d'activité. Outre ces deux facteurs essentiels à la compréhension de la dynamique de la population active, d'autres facteurs relevant des politiques d'emploi ainsi que d'autres politiques qui sont en rapport direct avec le marché du travail peuvent être intégrés dans l'analyse.

A cet effet, cette section a pour objet de souligner la relation entre les systèmes d'éducation et de formation et le marché

de l'emploi. Cette préoccupation se justifie par le fait qu'une bonne adéquation entre les systèmes d'éducation et de formation professionnelle et les possibilités d'emploi pourrait atténuer les tensions qui pèsent actuellement sur le marché du travail en Algérie.

2.1. Quelques éléments de diagnostic.

Les données récentes relatives au marché du travail en Algérie (l'enquête de main d'œuvre de septembre 2003), montrent que sur une population active de 8 762 326 personnes, 2 078 270 personnes sont en chômage.

Dans cette population, 16% ont moins de vingt ans et 32 % ont un âge compris entre 20 et 24 ans. De plus, 70 % des chômeurs sont sous-qualifiés, ce qui pose le problème de leur insertion dans le monde d'activité et donc la problématique du lien formation-emploi.

En définitive, le chômage concerne une population jeune puisque 73 % des chômeurs ont moins de 30 ans.

2.1.1. Le poids du nombre

L'importance quantitative des flux d'élèves dans les différents cycles d'enseignement est la première caractéristique du système d'éducation et de la formation en Algérie. Pour l'année 2000, le secteur de l'éducation compte 8 212 845 élèves répartis selon les cycles d'enseignement de la manière suivante :

Tableau 6. Structure des effectifs des élèves par cycle et par sexe

	Total	Filles	Garçons
1 et 2 ^{èmes} cycles	4 843 313	2 264 608	2 578 705
3 ^{ème} cycle	2 421 657	1 132 304	1 289 353
Secondaire	947 876	454 304	493 572
Total	8 212 845	3 851 216	4 361 629

Source : CNES, Rapport national sur le développement humain, 2000. P. 64.

2.1.2. La déperdition scolaire

Du fondamental au supérieur, le taux de déperdition est de 95 %⁴. Sur 100 élèves inscrits à l'école, seulement 9 % obtiennent le BAC et 5 %, un diplôme supérieur. Chaque année, ces déperditions représentent plus de 500 000 jeunes.

Le système d'éducation algérien se caractérise par un *niveau élevé d'échec* et seule une faible proportion des élèves exclus du système éducatif est reprise par les établissements de la formation professionnelle. A titre d'exemple, sur l'effectif des jeunes âgés de 15 à 19 ans, estimé à 3 478 000 en l'an 2000 et représentant 11 % de la population totale, 25 % sont scolarisés, 9 % sont inscrits dans les établissements de formation professionnelle, 5 % sont occupés, 13 % sont des chômeurs à la recherche d'un emploi et 48 % n'ont aucun statut formel⁵.

Pourtant, c'est justement cette tranche de la population qui pourrait être prise en charge grâce à des programmes d'éducation et de formation professionnelle en vue de retarder leur arrivée massive sur le marché de l'emploi, mais surtout afin de les préparer à une meilleure *employabilité* dans les différents secteurs de l'économie.

2.1.3. L'enseignement supérieur

La croissance rapide des effectifs dans l'enseignement et la formation supérieurs est le résultat du développement accéléré du système éducatif, mais aussi, de la forte demande économique en encadrement qualifié, notamment durant les premières années de l'indépendance.

Avec les changements d'orientation de la politique économique du pays, les possibilités d'embauche des diplômés se sont réduites et le chômage des diplômés tend à progresser.

⁴ CNEC, Rapport sur la relation formation-emploi, Commission relations de travail, Année 1999. P. 16.

⁵ K. Kouaouci et F. Sersour ; Op. Cit.

2.2. Quelques recommandations.

Les système d'éducation et de formation professionnelle revêtent un caractère stratégique eu égard aux distorsions actuelles pesantes sur le marché de l'emploi. En effet, les données démographiques exercent de fortes pressions sur le marché du travail ; le chômage est une donnée structurelle dont le traitement s'impose dans le cadre d'un développement durable intégrant une politique active de main-d'œuvre.

Les projections du BIT montrent que le poids des 15-24 ans va continuer à exercer une forte pression jusqu'à l'horizon 2010, date à laquelle un fléchissement sera probablement attendu.

C'est pourquoi une meilleure adéquation entre le système de formation et les offres d'emplois doit absolument être recherchée afin de parvenir à de meilleurs ajustements quantitatifs et qualitatifs entre les offres et les demandes de travail.

La formation professionnelle devrait retenir l'attention des pouvoirs publics. Ce secteur pourrait absorber l'essentiel des jeunes chômeurs en retardant leur arrivée sur le marché du travail, mais aussi en leur donnant de meilleures chances d'insertion dans les activités économiques, d'autant plus que le contexte actuel impose des niveaux de qualification plus exigeants.

Conclusion.

A titre didactique, mais aussi dans un contexte proche de la réalité, nous avons tenté de comprendre le dynamisme de la population active algérienne, ce qui nous a conduit à procéder à la décomposition des variations annuelles moyennes de la population active en deux éléments, afin d'isoler l'effet dû à l'évolution démographique proprement dite et l'effet dû aux changements dans les comportements d'activité de l'économie.

Cette décomposition nous renseigne que les évolutions démographiques expliquent dans une large mesure la dynamique de la population active. Pratiquement, sur l'ensemble des périodes

considérées, la démographie prédomine sur la composante reflétant les taux d'activité.

Ce n'est que vers 2010, que la démographie perdra relativement de son importance et que le taux d'activité prendra un peu plus de poids dans la variation annuelle moyenne de la population active. De même, l'analyse en termes de flux d'entrée en activité et de flux de sortie d'activité fournit les mêmes conclusions. En effet, le rapport des entrants en activité et des sortants d'activité indique une pression continue sur le marché du travail. La baisse probable du ratio est attendue pour 2010.

A travers ce ratio comparant les effectifs des entrants potentiels en activité et des sortants potentiels d'activité, un accent particulier est mis sur le poids que constituent les jeunes dont l'âge est compris entre 15 et 24 ans.

Ce groupe constitue un enjeu-clé pour réaliser des ajustements entre les systèmes de formation et les possibilités d'offre d'emplois. En effet, la mise en place des programmes d'éducation et de formation professionnelle en adéquation avec la demande de travail émanant des entreprises pourrait contribuer à résorber les déséquilibres entre les offres et les demandes d'emplois.

Références bibliographiques

Ouvrages

- A. Guend** ; La population de l'Algérie : évolution passée et perspectives d'avenir ; OPU. Alger. 1994.
- A. Iguemat** ; Le marché du travail en Algérie : situation, tendance, et perspectives ; CERPQ ; Etude n° 1.
- A. Kouaoui** ; Eléments d'analyse démographique ; OPU. Alger. 1994.
- D. Marsden** ; Marchés du travail : limites sociales des nouvelles théories ; Economica ; Paris ; 1989.
- D. Millot et E. Triby** ; Population et travail ; Ellipses. Paris 1996.
- S. Mouhoubi** ; L'Algérie à l'épreuve des réformes économiques OPU ; Alger ; 1998.
- M. C. Thaire-Challier** ; Les modèles théoriques d'offre de travail ; Economica ; Paris ; 1997.
- M. Vernières** ; Ajustement, éducation, emploi ; Economica ; Paris ; 1995.

Documents

- CNES** ; Rapport national sur le développement humain ; Années 1999 & 2000.
- CNES** ; Rapport portant sur l'évaluation des dispositifs d'emploi. 1999.
- CNES** ; Rapport sur la relation formation – emploi ; 1999.
- Banque d'Algérie** ; Rapport sur l'évolution économique et monétaire en Algérie ; Années 2001, 2002 et 2003.

Actes et colloques

- CREAD** ; Colloque international sur la question de l'emploi en Afrique du nord : Tendances récentes et perspectives 2020 ; 2004.

Annexe 1. Décomposition des variations de la population active
(variations annuelles moyennes en milliers) : 1966-1977

En milliers	1966	1977
Population totale	11 800	17 104
Population active	2 000	3 008
Taux d'activité en (%)	16.94	17.58
Variation de 1966-1977		1 008
Variation annuelle moyenne		100.80
Population active		
si les taux étaient stables		2 898.98
Variation par rapport à 1966		898.98
Variation annuelle moyenne		
due à la démographie		89.90
Population active		
si la population était stable		2 075.21
Variation par rapport à 1966		75.21
Variation annuelle moyenne		
due aux taux d'activité		7.52
Ecart observé		3.38
Coefficient de pondération P1		0.89
P1* Ecart		3.00
Variation due à l'incidence		
démographique corrigée		92.89
P2* Ecart		0.38
Variation due		
à l'incidence des taux corrigée		7.89
Somme des deux variations corrigées		100.80

Annexe 2. Décomposition des variations de la population active
(variations annuelles moyennes en milliers) : 1977- 1987

En milliers	1977	1987
Population totale	17 104	22 600
Population active	3 008	5 343
Taux d'activité en (%)	17.58	23.64
Variation de 1977 -1987		2 335
Variation annuelle moyenne		233.50
Population active si les taux étaient stables		3 974.56
Variation par rapport à 1977		966.56
Variation annuelle moyenne due à la démographie		96.66
Population active si la population était stable		4 043.66
Variation par rapport à 1977		1 035.66
Variation annuelle moyenne due aux taux d'activité		103.57
Ecart observé		33.28
Coefficient de pondération P1		0.41
P1* Ecart		13.64
Variation due à l'incidence démographique corrigée		110.30
P2* Ecart		19.64
Variation due à l'incidence des taux corrigée		123.20
Somme des deux variations corrigées		233.50

Annexe 3. Décomposition des variations de la population active
(variations annuelles moyennes en milliers) : 1987-1997

En milliers	1987	1997
Population totale	22 600	29 276
Population active	5 343	8 057
Taux d'activité en (%)	23.64	27.52
Variation de 1987 -1997		2 714
Variation annuelle moyenne		271.40
Population active si les taux étaient stables		6 921.31
Variation par rapport à 1987		1 578.31
Variation annuelle moyenne due à la démographie		157.83
Population active si la population était stable		6 219.71
Variation par rapport à 1987		876.71
Variation annuelle moyenne due aux taux d'activité		87.67
Ecart observé		25.90
Coefficient de pondération P1		0.58
P1* Ecart		15.02
Variation due à l'incidence démographique corrigée		172.86
P2* Ecart		10.87
Variation due à l'incidence des taux corrigée		98.54
Somme des deux variations corrigées		271.40

(*) Projections.

Annexe 4. Décomposition des variations de la population active (variations annuelles moyennes en milliers) : 1997-2002

En milliers	1997	2002
Population totale	29 276	30 836
Population active	8 057	8 568
Taux d'activité en (%)	27.52	27.78
Variation de 1997 –2002		511.00
Variation annuelle moyenne		102.50
Population active si les taux étaient stables		8 486.33
Variation par rapport à 1997		429.33
Variation annuelle moyenne due à la démographie		85.87
Population active si la population était stable		8 134.54
Variation par rapport à 1997		77.54
Variation annuelle moyenne due aux taux d'activité		15.51
Ecart observé		1.12
Coefficient de pondération P1		0.83
P1* Ecart		0.93
Variation due à l'incidence démographique corrigée		86.80
P2* Ecart		0.19
Variation due à l'incidence des taux corrigée		15.70
Somme des deux variations corrigées		102.50

Annexe 5. Décomposition des variations de la population active (variations annuelles moyennes en milliers : 2002-2010

En milliers	2002	2010 (*)
Population totale	30 836	35 635
Population active	8 568	11 700
Taux d'activité (%)	27.78	32.83
Variation de 2002-2010		3 132.00
Variation annuelle moyenne		391.500
Population active si les taux d'activité sont stables		9 901.436
Variation par rapport à 2002		1 333.436
Variation annuelle moyenne due à l'évolution démographique		166. 679
Population active si la population totale ne change pas		10 124.35
Variation par rapport 2002		1 556.35
Variation annuelle moyenne ou incidence des taux d'activité		194.544
Ecart Observé		30 277
Coefficient de pondération P1		0.426
P1* Ecart		12 .890
Variation due à l'évolution démographique corrigée		179.570
P2* Ecart		17.387
Variation due à l'évolution des taux d'activité corrigée		211.930
Somme des deux variations		391.500

(*) Projections.